L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 24 MARS 1887.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

Une dame très connue, ayant eu plusieurs années d'expérience dans la professorat offre à donner des leçons d'Anglais et de Français, soit à domicile ou dans une école. S'adresser au No 171 rue Quartier.
19 mars 10f

DEMANDES.

On demande des contrats pour livrer du lait riche et strictement pur. S'adresser à H. Meanett 74 rue Tchoupitoulas. 20 mars—1 sem

A VENDRE—Une épicerie située dans le Second District, un bon remplacement. S'adresser à HENRY LOCHTE & CO.
19 mars—1 sem 46 et 48 Tchoupitoulas.

On demande chez M. LEON GODCHAUX, fabricant de cigarettes No 85 rue du Canal. 100 bons tailleurs pour confectionner des pantalons. 12 mars—10f

A VENDRE

A VENDRE Une épicerie faisant bonnes affaires. S'adresser sur lieux, coin Dauphine et Toulouse. 22 mars—1 sem

A vendre—A bon teneur et conditions favorables la propriété située au No 60 avenue de l'Esplanade. S'adresser au No. 35 North Peters. 20mars—30 dim mar jeu

A VENDRE un dépôt, pour cause de départ, avec outils et meubles de la belle maison de No 184 rue des Remparts, près Ste Anne. Cette nuit. S'adresser sur les lieux.
19 mars—2 sem

A vendre—Le salon de liqueurs connu sous le nom de Elkhard Exchange situé au 48 Carondelet. Le Bail pour les conditions à se dresser sur les lieux. 6mars—

A LOUER.

A louer—Un bon emplacement pour un magasin privé. S'adresser à la gazette coin Union et Camps. 20mars—1sem

A LOUER—La maison 112 Douane, convenable pour magasin, restaurant, club ou pension. S'adresser à Jos. Ziegler—et 10 Royale. 13 mars—2sem

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Mary McManus.

Notre confrère Mme Mary McManus, décédée, a institué son mari, John McManus, son légataire universel.

Cet acte de dernière volonté a été déposé chez Me Fenelon Hagan, notaire public, et ouvert après le décès de la testatrice.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
Greffier.
22 mar—22 26 31 Greffier

Succession de F. F. Henriquez

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,574—Division A.

Attendu que le procureur dûment autorisé de la succession de feu F. F. Henriquez a présenté sa requête demandant la vente de certains immeubles appartenant à ladite succession, et ce pour les causes et motifs y énoncés, et qu'il a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'il a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'il a demandé à être autorisé à vendre lesdits biens, et qu'il a demandé à être autorisé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
22 mar—22 26 31 Greffier

Succession de Lawrence Finn.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,516—Division C.

Attendu que Lawrence Finn, décédé, a institué son épouse, Mme Mary Finn, son légataire universel, et l'a nommée exécutrice testamentaire de son testament, et qu'elle a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'elle a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'elle a demandé à être autorisée à vendre lesdits biens, et qu'elle a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
20mars—20 25 29

Succession de David Teclere

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,516—Division C.

Attendu que Gabriel Villere, administrateur de la succession de David Teclere, décédé, a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'il a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'il a demandé à être autorisé à vendre lesdits biens, et qu'il a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
6 mars—16 20 25

Succession de Fanny Rasche.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,516—Division C.

Attendu que Fanny Rasche, décédée, a institué son époux, Jacques Rasche, son légataire universel, et l'a nommé exécuteur testamentaire de son testament, et qu'il a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'il a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'il a demandé à être autorisé à vendre lesdits biens, et qu'il a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
6 mars—16 20 25

Succession de Emile Roques

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,516—Division C.

Attendu que Emile Roques, décédé, a institué son épouse, Mme Marie Roques, née Lafaye, son légataire universel, et l'a nommée exécutrice testamentaire de son testament, et qu'elle a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'elle a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'elle a demandé à être autorisée à vendre lesdits biens, et qu'elle a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
20mars—20 25 29

Avis aux Créanciers.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 20,282—Division C—Succession de Mme Marie Louise Lafaye, épouse de Emile Roques, décédée. Ordre de Cour—Que les créanciers de ladite succession et toutes personnes y ayant intérêt soient et par le présent sont requis de produire et déposer en cette cause leurs comptes de créances contre ladite succession, dûment affirmés, dans les dix jours de la date de la présente ordonnance, sous peine de forclusion.

Nouvelle-Orléans, 7 mars 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
8 mars—10 20 30

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—Emile Lamouliatte vs ses créanciers—No. 20,284—Division C.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Emile Lamouliatte soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant John R. Léger, notaire en cette ville, le LUNDI, 28me jour de mars 1887, à onze heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues et que Jas Timony, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, le 23 février 1887.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN Député Greffier.
26 fév—2 mars 5

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Mme F. Levy, veuve de S. Levy, vs. Ses Créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens de la pétitionnaire Mme F. Levy soit par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Fred Zengel, notaire en cette ville, le MARDI, 29 mars 1887, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires de la dite pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes les affaires qui pourraient leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues et que Jas Timony, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 mars 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député greffier.
12 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Section B—Succession de Mme Rosalie Chevalier, No 20,324, division C—Ordre de Cour—Qu'une homologation des comptes des pétitionnaires de la succession susdite soit et est par le présent ordonnée et prononcée, et que le tableau de distribution des deniers de la succession de feu Mme Rosalie Chevalier, épouse de Jean Baptiste Bellocq, soit et est par le présent homologué et confirmé, et que les pétitionnaires soient et sont par le présent autorisés à payer les sommes y portées conformément à ce tableau de distribution, et que les pétitionnaires soient et sont par le présent déchargés de leur administration dans la succession susdite.

Nouvelle-Orléans, 10 mars 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
12 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Succession de Mme Marie Louise Lafaye, épouse de Emile Roques, décédée—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Emile Lacoste soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant John R. Léger, notaire en cette ville, le LUNDI, 28me jour de mars 1887, à onze heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues et que Jas Timony, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 23 février 1887.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN Député Greffier.
26 fevr—2 mars 5

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Succession de Mme Rosalie Chevalier, épouse de Jean Baptiste Bellocq—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Emile Lacoste soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Fred Zengel, notaire en cette ville, le MARDI, 29 mars 1887, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que Jas Timony, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 mars 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
12 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Succession de Mme Rosalie Chevalier, épouse de Jean Baptiste Bellocq—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Emile Lacoste soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Fred Zengel, notaire en cette ville, le MARDI, 29 mars 1887, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que Jas Timony, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 mars 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
12 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 20,282—Division E—François Chevis vs ses Créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire François Chevis soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant E. Stockton, notaire en cette ville, à son bureau, No 62 rue Carondelet, dans le but de considérer et déterminer sur l'application en petitionnaire pour un tuteur et un subrogé tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu François Chevis avec Mlle Marie Adélaïde Bonnecaze, et que toutes les procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit petitionnaire soient suspendues et que Albert Voorhies soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 21 février 1887.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
26 fevr—

PAR LE CONSTABLE.

Mme George G. Garner vs. Henry B. Foley.

PREMIERE COUR DE CITÉ DE LA NOUvelle Orléans. No 1,161. En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à mon bureau, Court House, rue Carondelet, entre Gravier et Natchez, dans la Ville de la Nouvelle-Orléans, le MARDI 29 mars 1887, à midi, de la propriété suivante, savoir :

Un terrain avec toutes les bâtisses, une glacière à glace, un cheval, une charrette et harnais, le tout appartenant à Henry B. Foley, avec les installations et dépendances qui en font partie, et tout ce qui y est attaché, et saisi en vertu dudit writ.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VENDEE HORN,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nlle-Orléans.
15mars—15 20 26

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Charles W. Munger vs Mme Green

PREMIÈRE COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans No 21,676. En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à mon bureau, No 152 rue Lafayette entre St Charles et Carondelet, le MARDI 29 mars 1887, à midi, de la propriété et appareils suivants, savoir :

Un lot de meubles de maison, d'après l'inventaire produit en cette cause, en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus, numérotée et intitulée.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VENDEE HORN,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
22 mars—22 27 31

U. Rivera vs Mme J. Luis Fischer et John J. O'Brien

DEUXIÈME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans—No 20,031—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de Cité de la Nlle Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse entre les rues Conti et Bienville, le MARDI 29 mars 1887, à 11 heures a. m., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de maison, d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
ALFRED BARNES,
Constable de la Deuxième Cour de Cité.
15 mars—15 22 25

Antoine Bourguette vs August Larriviere

PREMIÈRE COUR DE CITÉ DE LA NOUvelle Orléans. No 12,265. En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à mon bureau, Court House, rue Carondelet, entre Gravier et Natchez, dans la Ville de la Nouvelle-Orléans, le MARDI 29 mars 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain avec bâtisses, une glacière à glace, un cheval, une charrette et harnais, le tout appartenant à August Larriviere, avec les installations et dépendances qui en font partie, et tout ce qui y est attaché, et saisi en vertu dudit writ.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VENDEE HORN,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nlle-Orléans.
15mars—15 20 26

GROS LOT

$150,000

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, au capital de $1,000,000.

La création de la Compagnie a été ratifiée par un vote populaire spécial, et consacrée dans la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et trimestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. Ewd. G.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYES EN PLEIN

Sur présentation au bureau de la compagnie, ou sur n'importe quelle banque nationale à la Nouvelle Orléans.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE

Le Grand Tirage Mensuel

CLASSE D.

—DE—

LA COMPAGNIE DE

LA LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

AURA LIEU A LA

Nlle-Orléans,

MARDI, 12 AVRIL 1887.

2,179 Lots, montant en tout à

$535,000.

Le tirage commencera positivement ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADEMIE DE MUSIQUE.

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets, à $10 le Billet.

DEMI-BILLET $5, CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000.	$150,000
1 " de	50,000.	50,000
1 Lot de	20,000.	20,000
2 Lots de	10,000.	20,000
4 Lots de	5,000.	20,000
20 Lots de	1,000.	20,000
50 Lots de	500.	25,000
100 Lots de	300.	30,000
200 Lots de	200.	40,000
500 Lots de	100.	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$300	$30,000
100 "	200	20,000
100 "	100	10,000
1000 "	50	50,000
3,179 Lots s'élevant à		$535,000

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remisse d'argent par Postal Notes, Express Order, chèque sur New-York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être enregistrées par l'Express à nos frais.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early aux tirages dont ils ont la direction, est une garantie d'absolue loyauté et aussi pour chaque porteur de billet une garantie que les chances de tous sont égales, personne au monde ne pouvant savoir à l'avance les numéros que le sort favorisera. Donc, toute personne assurément qu'elle garantit les lots aux tirages de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, en faisant d'autres promesses impossibles à réaliser, est un filou et un escroc, car cet obtenu dans le but de tromper et de dépouiller ceux qui ne sont pas sur leurs gardes.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Anna Pothurst, veuve de Bernard H. Winpeller, exécutrice testamentaire et tutrice mineolle, vs Jason Machado.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,157—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 29 mars 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, avec les améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Sixième District de cette ville, dans l'Ilet désigné par le numéro 239 sur les plans, bornés par les rues Magazine, Camp, Berlin et Milan. Le dit lot est désigné par le numéro 4 et mesure trente pieds de face à la rue Magazine sur une profondeur de cent trente pieds, entre lignes parallèles, au pied américain. Les titres sont enregistrés au bureau de transferts, livre 116, folio 197.

Acte de vente pardevant E. Commagère, notaire, le 25 août 1882.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
24 mars—24 31—7 14 21 28 avril

ANNONCE JUDICIAIRE.

Groceries, Groceries, Groceries

Un grand assortiment de Groceries, Vins, Liqueurs, etc.

Emile Permentel vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 20,130—En vertu d'un ordre de vente, en date du 14 mars 1887, à moi adressé par l'Honorable Juge de la Première Cour de Cité de la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, au plus offrant et dernier enchérisseur, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre les rues Tchoupitoulas et Natchez Alley, le MARDI, 29 mars 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un grand lot assorti de groceries fins, vins, liqueurs, effets mobiliers, etc., conformément à un inventaire déposé à mon bureau. Maintenant à mon entrepôt, rue Ste-Anne, entre les rues Dauphine et Bourbon.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
15 mars—15,19 22 25

ANNONCE JUDICIAIRE.

William McNamara vs Mme Marguerite Garcia et Edmond Michaud.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,143—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre les rues Gravier et Natchez Alley, le MARDI, 29 mars 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre situé dans le Faubourg Franklin, dans l'Ilet désigné par le numéro quatre sur un plan de subdivision des terres dans l'Ilet numéro quatre, sur un plan original fait par le voyer de la Nouvelle-Orléans, en date du 15 décembre 1846, et borné comme suit, savoir : Par devant à la Levée du Fleuve, par derrière à la ligne de démarcation entre la Nouvelle-Orléans et la Paroisse d'Orléans, par un côté à la propriété de Pierre Pitard, et par l'autre côté à la propriété de Pierre Bienvenu, mesurant trente pieds de face sur la Levée du Fleuve, sur une profondeur de cent pieds, entre lignes parallèles, avec droit de passage sur la ruelle de quinze pieds de largeur, et ses droits de mitoyenneté.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
15 mars—15,19 22 25

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif d'une propriété de valeur plus ou moins nominale.

Succession de Mme Marie Louise Lafaye, épouse de Emile Roques, décédée.

Mme Marie Lafaye, épouse de Emile Roques, décédée, a institué son époux, son légataire universel.

Cet acte de dernière volonté a été déposé chez Me Fenelon Hagan, notaire public, et ouvert après le décès de la testatrice.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
Greffier.
22 mar—22 26 31

Succession de Jules Blineau.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,057—Division C.

Attendu que Gustave Blineau, administrateur de la succession de feu Jules Blineau, décédé, a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'il a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'il a demandé à être autorisé à vendre lesdits biens, et qu'il a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
20mars—20 25 29

Succession de David Teclere

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,516—Division C.

Attendu que Gabriel Villere, administrateur de la succession de David Teclere, décédé, a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'il a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'il a demandé à être autorisé à vendre lesdits biens, et qu'il a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
6 mars—16 20 25

Succession de Fanny Rasche.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,516—Division C.

Attendu que Fanny Rasche, décédée, a institué son époux, Jacques Rasche, son légataire universel, et l'a nommé exécuteur testamentaire de son testament, et qu'il a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'il a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'il a demandé à être autorisé à vendre lesdits biens, et qu'il a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
6 mars—16 20 25

Succession de Emile Roques

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,516—Division C.

Attendu que Emile Roques, décédé, a institué son épouse, Mme Marie Roques, née Lafaye, son légataire universel, et l'a nommée exécutrice testamentaire de son testament, et qu'elle a produit et déposé en cette cause un état détaillé des biens de ladite succession, et qu'elle a demandé que cela soit considéré comme valant et devant être pris pour base dans la vente de ces biens, et qu'elle a demandé à être autorisée à vendre lesdits biens, et qu'elle a demandé à déduire dans les dix jours les sommes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
20mars—20 25 29

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente importante par le shérif civil de la propriété de valeur connue comme le

KENTUCKY COTTON PRESS,

Ensemble avec une machine à comprimer le coton, chaudières, etc., dans l'Ilet borné par les rues Tchoupitoulas, Bellechasse, St. Thomas et Terpsichore, ainsi que ce mur ou de terre de valeur connue comme le

ANCHOR COTTON YARD,

Dans l'Ilet borné par les rues Tchoupitoulas, St. Thomas, Ste-Thérèse et Bellechasse.

A crédit.

Dans l'affaire de

H. M. Hall et J. D. Hill, exécuteurs testamentaires, etc., vs. Keenan et Slawson.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 20,263—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 9 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui y trouvent, connu et désigné comme le "Kentucky Cotton Press", incluant une machine à compresser le coton, machineries, chaudières, etc., qui s'y trouvent attachés, et tous les droits, voies, privilèges qui y appartiennent, situé dans le Premier District de cette ville, borné par les rues Tchoupitoulas, Bellechasse, St Thomas et Terpsichore, et mesurant cent pieds de face sur chacune desdites rues, sur une profondeur de trois cent trente pieds de face à la rue Tchoupitoulas sur une profondeur de trois cent trente et de face à la rue Bellechasse et une profondeur sur la ligne plus près de la rue St Thomas, s'étendant à la rue St Thomas, sur laquelle elle a une face de cent soixante pieds pour le tout.

Toutes les propriétés ci dessus décrites ont été acquises par les défendeurs de feu John Andrews conformément à un acte passé pardevant Andrew Hero, jr, de ce jour 29 août 1883.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
15 mars—15,19 22 25

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif civil d'une propriété de valeur améliorée dans le Deuxième District.

James R. Mitchell vs Mme M. J. Pascal, veuve de J. B. Leconte.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 19,413—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 29 mars 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et qui en font partie, et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Bourgogne, Roffignac, St. Louis, mesurant trente pieds de face à la rue Bourgogne sur soixante pieds de profondeur, borné d'un côté par la propriété de J. B. Hyde et de l'autre côté par la propriété de Paulina.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse Mme Marie Agnes Pascal, veuve de J. B. Leconte, conjointement avec Louis Leconte, Jr., dans la proportion d'une moitié indivise pour chacun d'eux, par achat de Hyman Isaacs et al femme, d'après un acte passé pardevant A. E. Holtin, notaire public, le 18 janvier 1886 (Bureau des Aliénations, livre 91, folio 121.

Et d'après un autre acte passé pardevant A. Doriocourt, notaire en cette ville, le 10 juin 1870, dument enregistré au Bureau des Aliénations, livre 69, folio 755, le dit Louis Leconte Jr. a vendu au dit feu J. B. Leconte, époux de la dite Marie Agnes Pascal, la moitié indivise dans la dite propriété à la dite Mme Marie Jean Pascal, veuve de J. B. G. Leconte, défenderesse.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
2 mars—2 9 16 23 30—2 s

ANNONCE JUDICIAIRE.

VENTE DE SYNDIC.

Joseph Pinta vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,206—En vertu d'un ordre de vente, daté du 9 mars 1887, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 9 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Conditions—Un terrain ou plus comptant au gré de l'acquéreur, et le reste du prix d'adjudication en deux ans avec billets à ordre et hypothèque spéciale sur la propriété vendue, avec intérêt à 8 pour cent par an et autres conditions ordinaires.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
2 mars—2 9 16 23 30—2 s

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans d'une habitation sucrière de valeur dans la paroisse St Bernard.

Succession de Cyrus Chism.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 11,942—En vertu de deux ordres de vente, datés du 27 décembre 1886 et 22 janvier 1887, tous deux adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, et en vertu d'un consentement écrit, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 2 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain morceau de terre ou habitation sucrière, située dans la paroisse St. Bernard, connue et désignée comme étant l'habitation anciennement connue sous le nom d'habitation Reggio, à peu près à trois lieues et demie du bureau de la Cour de Justice de paix de la dite Terre aux Bœufs, la dite habitation faisant face aux deux côtés du Bayou Ysclosky en Biloxi, qui coule à travers la dite Bergerie, et mesurant dit sept cents arpents de superficie et est bornée sur le côté nord par des terres publiques, le long desquelles elle a trente arpents de face, par des terres publiques et les terres enregistrées au nom de S. E. Proctor, sur le côté sud par d'autres terres publiques et à l'ouest par l'habitation Reggio.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations y étant érigées, et tous les droits, privilèges, outils aratoires, tous les droits, servitudes et avantages qui y appartiennent, particulièrement la ligne plus proche, machines, instruments aratoires, etc., qui se trouvent et qui appartiennent sur les lieux.

Les effets susdits appartenant à ladite habitation consistent en 12 mules, 6 grandes charrues à 4 mules, 13 à 2 mules, 13 subsoils, 2 broussets, 2 paires de roues, 3 wagons à 2 mules, 3 charrettes à 1 mule, 15 couteaux à cannes, 1 balance, 2 attelle diggers, 2 grandes meules, 2 cultivateurs de J. B. West, 7 jeux de harnais, 8 herses tournantes, 1 machine et autres objets, etc., le tout plus ou moins.

Conditions—Cette crive étant la seconde et dernière, la dite propriété sera vendue définitivement et adjugée au plus fort offrant et dernier enchérisseur, respectivement pour ce qui appartient aux parties ayant droit à la première vente, et pour ce qui appartient aux parties ayant droit à la seconde vente, à crédit de douze mois pour les deux tiers du prix d'adjudication, avec intérêt à 8 pour cent par an, à partir du jour de la vente, et hypothèque spéciale sur la dite propriété jusqu'à parfait paiement final. L'acquéreur aura à déduire du prix d'adjudication le montant de la somme de cent quatre-vingt-quinze dollars, échéant le 1er janvier 1888, pour le compte de la dite succession, et portant intérêt à 8 pour cent par an à partir du 1er janvier 1887, pour et pendant un terme de douze mois, avec hypothèque spéciale sur la dite propriété jusqu'à parfait paiement, et pour lequel montant l'acquéreur aura à donner caution ou hypothèque sur la propriété vendue, ou sur une autre propriété à satisfaction du vendeur, et pour lequel montant il sera fait mention dans l'acte de vente.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
12mars—12 19 26—2 9 16 avril

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif civil d'une propriété de valeur améliorée dans le Deuxième District.

James R. Mitchell